

Rapport narratif

Programme CADTM 2010-2012 :
*Synergie Sud-Sud pour abolir la dette et construire un monde basé sur
la justice sociale et le respect de la nature*
Programme n°09009
2012 - 3e année du programme

1. Rappel des objectifs du projet

Ce programme Partenaires est destiné au Sud et a été élaboré collectivement avec les partenaires du Sud plus précisément avec les Comités de coordination des réseaux continentaux en Afrique, en Asie et en Amérique latine-Caraïbes. Ce programme s'inscrit dans la continuité du programme triennal AFOC (Afrique centrale et Afrique de l'Ouest) introduit auprès du CNCD en 2007 dont l'objectif était le renforcement des synergies entre les partenaires d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest. L'apport du CNCD a contribué à la constitution d'une structure continentale en 2009 : le CADTM Afrique qui réunit tous les partenaires de ces deux sous régions ainsi que de l'Afrique du Nord.

Ce programme Partenaires vise au renforcement du CADTM Afrique ainsi que dans une moindre mesure des synergies avec l'Amérique latine et l'Asie. Il s'articule autour de deux grands axes : Axe 1 : Renforcement du CADTM Afrique et Axe 2 : Renforcement des synergies Sud-Sud.

En cohérence avec la stratégie générale du réseau CADTM qui repose sur la mobilisation citoyenne au Sud et au Nord en vue d'une transformation des rapports Sud-Nord, le programme se fixe plusieurs objectifs fondamentaux :

- **renforcer les capacités des partenaires en termes de recherche et de production d'analyses sur la question de la dette et du développement, en lien avec la thématique du genre.**
- **renforcer les capacités des partenaires en termes d'action d'éducation permanente**, en facilitant la transmission de l'expertise au sein du réseau.
- **renforcer l'autonomie du réseau CADTM au Sud** en facilitant le travail de coordination des structures continentales du Sud et en augmentant les synergies entre les partenaires du Sud. Ce qui passe nécessairement par l'organisation de séminaires où les délégués des différents continents sont présents.
- **augmenter la sensibilisation et la formation des citoyens du Sud et du Nord**, quant à la nécessité d'une véritable annulation de la dette du

Tiers Monde ainsi que d'un changement radical de politique, mettant au centre de la réflexion, les besoins humains fondamentaux. Ce qui passe par l'organisation d'activités publiques au Sud, l'élaboration d'outils pédagogiques (dépliants, etc), l'écriture d'articles, la sensibilisation des médias, etc. Par ailleurs, le CADTM Belgique fera systématiquement remonter l'information récoltée par les partenaires sur le terrain.

- **augmenter la sensibilisation des médias** aux enjeux du droit au développement en relation avec la dette. Ce qui passe par une démarche proactive envers les différents médias (radio, TV, presse écrite, etc) et l'organisation d'activités grand public pour attirer les journalistes.
- **renforcer l'interpellation des représentants politiques (du Sud et du Nord) et des organisations financières internationales (FMI, Banque mondiale...)** sur la nécessité de mettre un terme à la spirale infernale de l'endettement et de parvenir à l'établissement de modèles de développement socialement justes et écologiquement soutenables.

2. Evolution du contexte

Quelles ont été les principales évolutions dans le pays/la région et dans les secteurs dans lesquels s'insère le projet ? Comment le projet a-t-il tenu compte de ces évolutions ?

En 2012, la situation politique, économique et sociale dans les pays d'Afrique du Nord ne s'est pas améliorée à cause de la répression des mouvements sociaux par les autorités (en Tunisie, Égypte mais aussi au Maroc) et du poids de la dette largement héritée des dictatures. A titre d'exemple, la majorité des ressources financières de la Tunisie est allouée en priorité au paiement des dettes. Le budget consacré au remboursement de la dette publique tunisienne représente 3 fois celui de la santé et presque 6 fois celui de l'emploi.

Une partie importante de cette dette peut pourtant être qualifiée d'« odieuse » selon la doctrine portant le même nom. Selon cette doctrine de droit international (une thématique prioritaire du CADTM), « Si un pouvoir despotique contracte une dette non pas pour les besoins et dans les intérêts de l'État, mais pour fortifier son régime despotique, pour réprimer la population qui le combat, etc., cette dette est odieuse pour la population de l'État entier (...). Cette dette n'est pas obligatoire pour la nation ; c'est une dette de régime, dette personnelle du pouvoir qui l'a contractée, par conséquent elle tombe avec la chute de ce pouvoir. » Cette définition de la dette odieuse, bien que restrictive, s'applique parfaitement aux dettes contractées par le régime de Ben Ali mais aussi à d'autres dictatures comme celles de Moubarak en Égypte, comme le reconnaît d'ailleurs **le Parlement européen dans sa résolution du 10 mai 2012.**

En effet, cette résolution « juge odieuse la dette publique extérieure des pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient sachant qu'elle a été accumulée par les régimes dictatoriaux, par le biais principalement de l'enrichissement personnel des élites politiques et économiques et de l'achat d'armes, utilisées souvent contre leurs propres populations ».

On peut également citer **la résolution du Conseil des droits de l'homme de l'ONU du 18 juillet 2012** qui dénonce « l'iniquité du système actuel de règlement de la dette, qui continue de donner la priorité aux intérêts des

créanciers ». Sont clairement visés dans cette résolution la Banque mondiale et le FMI. Un nouveau prêt de 500 millions de dollars, assortis de conditionnalités incompatibles avec le droit du peuple tunisien à disposer de lui-même, a d'ailleurs été accordé fin 2012 par la Banque mondiale au gouvernement provisoire de Tunisie. A ces programmes conclus avec les créanciers étrangers s'ajoutent les accords de libre échange "approfondis et complets" avec la Tunisie, le Maroc, l'Égypte et la Jordanie en cours de négociation entre l'Union Européenne (UE) et ces 4 pays. Alors que ces accords auront un impact majeur sur les populations, les sociétés civiles ne sont pour le moment pas consultées.

Face à cette situation, le CADTM a poursuivi, tout au long de l'année 2012, son soutien actif à la campagne pour le moratoire et l'audit de la dette tunisienne initiée en 2011 par RAID-ATTAC-CADTM. A cette fin, nous avons notamment utilisé les résolutions de 2012 adoptées par le Parlement européen et l'ONU. Nous nous sommes impliqués dans le processus FSM (Forum Social Mondial) pour préparer le FSM qui se tiendra à Tunis du 26 au 30 mars 2013.

Le CADTM diffuse également de manière systématique tous les communiqués dénonçant la répression des mouvement sociaux dans ces pays où le réseau est implanté. C'est le cas notamment au Maroc où ATTAC-CADTM Maroc est victime de cette répression. Cet élément est pris en compte dans le rapport sur la faisabilité du transfert du Secrétariat international du réseau CADTM au Maroc. Pour rappel, la dernière Assemblée mondiale du réseau CADTM qui s'est tenue en 2010 a décidé de mettre en place un mécanisme d'étude de faisabilité devant aboutir au transfert du secrétariat international de Belgique vers le Maroc d'ici 2014. Conformément à cette décision, Françoise Mulfinger, experte indépendante, s'est vu confier la mission de faire cette étude de faisabilité. La décision sur cet éventuel transfert sera prise lors de la prochaine Assemblée mondiale du réseau qui aura lieu en mai 2013 au Maroc.

3. Activités organisées

Quelles ont été les principales activités organisées ? Quel a été leur impact (nombre de participants, de personnes touchées directement et indirectement, impact médiatique...) ?

Une remarque préalable: le programme triennal tel qu'il avait été élaboré début 2010, prévoyait un budget annuel de 100.000 euros (45.000 euros provenant de l'Opération 11.11.11; 45.000 du doublement DRI et 10.000 du CADTM Belgique).

Les sommes octroyées par le CNCD et le DRI représentant un total pour 2012 de 39.150 euros, il a fallu comme pour les deux années précédentes, opérer un choix parmi les nombreuses activités budgétées.

Axe 1 : Renforcement du CADTM Afrique

Action 1 : Participer au renforcement du mouvement altermondialiste (processus FSM et mouvements sociaux)

Thématique : le mouvement altermondialiste

L'année 2012 a été marquée par la préparation du FSM en Tunisie qui aura lieu du 26 au 30 mars 2013. L'enjeu est de taille puisqu'il s'agit de renforcer le travail mené dans la région notamment autour de la campagne pour l'annulation de la dette tunisienne et aussi contre la répression des mouvements sociaux.

Le réseau CADTM Afrique s'est investi dans cette préparation dans son ensemble mais aussi par l'intermédiaire de son membre tunisien : RAID-ATTAC-CADTM.

Une délégation importante du CADTM Afrique s'est rendue en Tunisie à Monastir à l'assemblée préparatoire et au Conseil International du FSM du 12 au 17 juillet 2012. L'assemblée préparatoire du FSM a réuni un peu plus de 1000 participant-e-s venant des quatre coins du monde. Les membres du réseau ont participé activement à cette rencontre en organisant deux ateliers sur la dette¹ et sur le développement alternatif². Ils ont également pris part à la réunion du conseil du forum social africain, à l'Assemblée du forum social maghrébin et à la réunion du conseil international du FSM.

En marge de ce CI ont été organisées deux réunions de l'assemblée des mouvements sociaux (AMS) les 15 et 16 juillet, durant lesquelles ont été rappelées l'importance de l'AMS au FSM et la nécessité de mieux la préparer. Le CADTM Afrique jouera un rôle clef pour la tenue de l'Assemblée des mouvements sociaux lors du FSM en 2013 (pour plus de détails axe 2 - action 2).

Mimoun Rahmani de la coordination Afrique a écrit un compte-rendu complet des activités : <http://cadtm.org/Tunis-capitale-des-revolutions>

Mimoun Rahmani s'est par ailleurs de nouveau rendu à Tunis en décembre 2012 à une nouvelle réunion de préparation du FSM.

Le CADTM Afrique prévoit d'envoyer une dizaine de délégué-e-s au FSM en 2013.

1 Lire l'article sur cet atelier sur le lien : www.lapresse.tn/15072012/52644/les-dettes-odieuses-nengagent-pas-le-peuple.html

2 Lire le CR de l'atelier sur ce lien : <http://mimounrahmani.wordpress.com/2012/07/24/assemblee-preparatoire-du-fsm-2013-monastir-12-17-juillet-2012/>

Action 2 : Pousser à la mise en place d'audits de la dette et à la reconnaissance de la dette illégitime

Thématique : les audits de la dette et la dette illégitime

Plusieurs militant-e-s du réseau CADTM venant du Bénin, Burkina Faso, Congo-Brazzaville, Guinée Conakry, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, République démocratique du Congo, Sénégal, Togo et Belgique se sont rendus à Tunis pour un séminaire de formation organisé par le réseau africain CADTM les 9, 10 et 11 juillet 2012 sous le thème « Révolutions arabes et crise de la dette : Quel rôle pour les femmes ? » .

Ce séminaire, qui a d'ailleurs bénéficié d'une importante couverture médiatique, en particulier de la presse écrite (voir surtout : <http://www.lapresse.tn/12022013/52316/faut-il-payer-les-dettes-odieuses-de-ben-ali.html>), a été un moment pour revenir sur les leçons tirées des révolutions arabes, sur les crises politiques et conflits que connaît le continent, notamment la crise malienne, sur les répercussions des révolutions arabes en Afrique subsaharienne avec en particulier les soulèvements populaires au Sénégal menés par le mouvement « Y en a marre », sur le rôle qu'ont joué les femmes dans le processus révolutionnaire en Tunisie et en Egypte ainsi que leur place dans les soulèvements populaires dans les autres pays africains, notamment au Maroc dans le cadre du mouvement du 20 février, au Sénégal et au Mali avec le mouvement « Trop c'est trop » créé par les femmes des militaires insurgés contre la menace sécessionniste au Nord du pays pour dénoncer l'embargo illégitime imposé par la CEDEAO.

La dette a été également au centre du débat pour discuter de la meilleure stratégie à mettre en place en vue de sensibiliser l'opinion publique et les décideurs politiques à la nécessité de trancher sur la question des dettes odieuses contractées par les régimes dictatoriaux, via un moratoire immédiat, une suspension des paiements et la mise en place de comités d'audit sous contrôle citoyen pour évaluer la part de la dette publique qui est illégitime.

Ce rendez-vous annuel, important pour les militant-e-s du réseau en termes de formation et de définition de stratégies de travail et d'action, a coïncidé avec la 2ème session de l'université populaire de RAID/ATTAC/CADTM Tunisie organisée les 10 et 11 juillet 2012 sous le thème « Dette, constitution et souveraineté » en collaboration avec l'association ACET (Auditons les créances européennes envers la Tunisie) et le réseau CADTM. Cette rencontre a réuni une centaine de personnes et a fait l'objet d'une couverture de la presse audio-visuelle. Des sujets importants ont été débattus, notamment l'exploitation des ressources naturelles et le pillage des ressources minières et énergétiques tunisiennes (le plomb, l'uranium, le phosphate, etc.) et africaines orchestrés par les multinationales qui sont le plus souvent derrière les conflits sociaux et la misère des peuples africains. D'où la nécessité de la réappropriation, par le peuple, de la gestion desdites ressources en vue de son réel développement.

Les interventions ont également porté sur la question de la souveraineté monétaire et le rôle des banques centrales, sur la question de la dette qui constitue un poids énorme pour les budgets des Etats africains mais qui est le plus souvent une dette illégitime et odieuse à l'instar des dettes contractées par les dictateurs comme Ben Ali et consorts !

Enfin, l'université s'est clôturée par un rassemblement à la Bourse de travail sur le thème « Dette, processus constituant et souveraineté populaire », marqué par la participation d'un nombre important de politiciens et activistes tunisiens dont les interventions ont porté essentiellement sur la dette et qui ont soutenu la campagne de RAID/ATTAC/CADTM Tunisie appelant à un audit de la dette publique tunisienne en vue de l'annulation de sa partie illégitime et odieuse.

Pour des compte-rendu plus détaillés sur le séminaire :

Concernant le premier jour : <http://cadtm.org/Revolutions-arabes-et-crise-de-la>

Concernant le deuxième et troisième jour : <http://cadtm.org/Echos-de-l-Universite-populaire-de>

A noter aussi que durant l'année 2012, au vu des enjeux de la région d'Afrique du Nord, le manuel de l'audit (disponible en ligne <http://cadtm.org/Menons-l-enquete-sur-la-dette>) a été traduit en arabe et a fait l'objet de deux éditions différentes, une en Tunisie et une au Maroc qui ont été complétée avec différents articles sur la dette de ces deux pays respectifs.

Les interpellations politiques

En Tunisie RAID/ATTAC/CADTM a poursuivi la campagne entamée début 2011 pour faire annuler la dette odieuse de la dictature et pour l'audit de la dette. Des résultats concrets ont été obtenus en 2012 puisqu'**une proposition de loi pour un audit de la dette tunisienne a été déposée en septembre 2012** par une députée tunisienne au sein de l'Assemblée nationale Constituante (ANC). En 2012 toujours, le Président Moncef Marzouki s'est prononcé pour cet audit et l'Équateur a récemment proposé d'apporter son aide pour sa réalisation. Rappelons que l'Équateur a mené entre 2007 et 2009 un audit sur l'intégralité de sa dette publique. Il faudra bien sûr continuer le travail pour que cela puisse se concrétiser.

Action 3 : Réaliser une campagne sur le cinquantenaire des indépendances africaines

Thématique : Colonialisme et néo-colonialisme (la dette coloniale et les réparations)

Suite à une discussion au sein du réseau Afrique et suite à une mission réalisée au Burkina Faso en août 2012 par Issa Aboubacar (RNDD Niger membre du CADTM Afrique), il a été décidé de ne pas tenir l'activité prévue pour octobre 2012 (date anniversaire - 25ans - de l'assassinat de Thomas Sankara) faute de budget et dû à des difficultés logistiques sur place.

Action 4 : Renforcer les capacités des femmes africaines et l'analyse du CADTM Afrique sur la question du genre

Thématique : le genre

A côté d'ateliers sur le genre organisés à Tunis dans le cadre du séminaire du CADTM Afrique (voir Axe 1 - action 2 et le CR : <http://cadtm.org/Revolutions-arabes-et-crise-de-la>), un séminaire de formation s'adressant aux femmes du réseau CADTM Afrique a été organisé du 18 au 21 décembre 2012 à Cotonou, au Bénin. Cette formation avait pour but d'outiller les femmes du CADTM Afrique sur les mécanismes de la dette et les processus d'audit en les aidant à se doter des connaissances analytiques et pédagogiques nécessaires pour qu'elles soient à même de dispenser des formations sur les questions de la dette dans leurs pays respectifs et constituer une force de proposition et d'action importante au sein du CADTM Afrique. Il s'agissait de favoriser leurs aptitudes à produire des analyses sur la dette, ses impacts sur les femmes ainsi que sur les alternatives féminines/istes à la dette.

Ce Séminaire de formation des femmes du réseau sur la dette et l'audit a été impulsé par le CADTM Afrique et accueilli par le CADD (Cercle d'Autopromotion pour le Développement Durable) Bénin. Des femmes de Tunisie, de RDC, du Congo Brazza, du Burkina Faso, de Côte d'Ivoire, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo y ont pris part. Ces journées avaient pour objectif de passer d'un processus d'apprentissage à l'élaboration collective d'actions et de stratégies à opposer au « système dette ». La formation a été largement interactive avec une première journée consacrée à l'utilisation d'outils pédagogiques comme le "Sudestan" et la "ligne du temps de la dette". Avec une seconde journée consacrée à l'analyse des impacts spécifiques de la dette sur les femmes, les participantes ont pu découvrir les conséquences similaires sur la vie des femmes de l'imposition des plans d'ajustement structurel au Sud que des mesures d'austérité au Nord.

Après les deux premières journées visant une appropriation des logiques du « système dette » ainsi que l'acquisition par les participantes d'une grille de lecture spécifique des impacts de la dette sur les femmes, les deux dernières journées du séminaire étaient orientées vers l'action et la construction commune de stratégies pour briser le cercle vicieux de l'endettement. Parmi celles-ci on pouvait trouver : viser à investir au maximum les médias (télévisions et radios) ; encourager les femmes du réseau CADTM Afrique à organiser des sit-in dans leurs pays devant les sièges de la Banque mondiale, de l'Union européenne et du Ministère des Finances de leur pays respectif ; mobiliser et impliquer autant les acteurs/rices de la société civile que les élu-e-s locaux, les chefs coutumiers et religieux, les étudiant-e-s et universitaires dans la lutte pour l'audit et l'annulation de la dette ; organiser une Marche silencieuse des femmes devant la Banque mondiale le même jour à la même heure dans tous les pays membres du CADTM Afrique ; organiser des journées 'portes-ouvertes' du CADTM afin de faire connaître ses militant-e-s, ses documents, ses luttes. Par ailleurs, il a été proposé de créer

un comité féministe dans chaque association membre du CADTM Afrique pour faire remonter les analyses et comptes rendus des activités et luttes des femmes contre la dette et pour l'audit au Secrétariat international afin qu'il les diffuse et de maximaliser l'utilisation de la mailing-list de la Coordination internationale des luttes féministes du CADTM.

Pour voir le programme du séminaire :

<http://fr.scribd.com/doc/117475218/Programme-Seminaire-renforcement-des-femmes-du-CADTM-Afrique-DEF>

Pour un compte-rendu complet :

<http://cadtm.org/Face-a-la-dette-les-femmes-du>

Action 5 : Renforcer les capacités de coordination du CADTM Afrique

Grâce à l'apport financier des deux programmes Partenaires précédents et à celui du CADTM Belgique ainsi qu'à son appui méthodologique, le CADTM Afrique a pu se doter fin 2009 d'une coordination qui se réunit deux fois par an en marge d'activités auxquelles ses membres participent, ceci toujours dans un souci de réduire les frais et le temps accordés aux déplacements.

La coordination du CADTM Afrique est composée de 5 membres représentants d'organisations membres du réseau CADTM Afrique : Luc Mukendi (CADTM Lubumbashi-RDC), Emilie Atchaca (CADD Bénin), Solange Koné (FNDP Côte d'Ivoire), Samir Abi (ATTAC Togo) et Mimoun Rahmani (ATTAC/CADTM Maroc). Cette coordination dispose d'une liste email pour pouvoir se coordonner au mieux : coordination-afrique@cadtm.org.

Celle-ci a tenu deux réunions au cours de l'année 2012.

La première a eu lieu à Rabat au Maroc les 28 et 29 janvier 2012 avec la participation de tous les membres de la coordination du CADTM Afrique, de Myriam Bourgy du secrétariat international et de Françoise Mulfinger en charge de l'étude de faisabilité du transfert du secrétariat international. En effet lors de l'Assemblée mondiale du CADTM en novembre 2010, ATTAC/CADTM Maroc s'est porté candidat pour recevoir le secrétariat international du CADTM. ATTAC/CADTM Maroc, le CADTM Belgique ont demandé à Françoise Mulfinger (experte extérieure) de réaliser cette étude. Cette réunion tenue en marge du congrès d'ATTAC/CADTM Maroc, a permis d'avoir des échanges avec ses membres par rapport à leur perception de l'éventualité du transfert du secrétariat international. Cette réunion a également permis l'adoption du planning 2012 du réseau Afrique. Par ailleurs, la réunion de la coordination à Rabat a permis de mettre en place un comité de cinq personnes qui a eu la charge de lancer un appel à candidature et de recruter Samir Abi qui commencé en mai 2012 son travail de permanent du CADTM Afrique. En janvier 2013, des raisons personnelles l'ont malheureusement conduit à mettre fin à son engagement. Un processus de discussion est en cours pour son remplacement.

La seconde réunion de la coordination a eu lieu à Tunis, profitant de la présence des membres du réseau Afrique réunis pour le séminaire du CADTM Afrique et celui de l'Assemblée des mouvements sociaux à Monastir dans le cadre de la semaine de préparation du FSM 2013 à Tunis.

Lors de ces réunions les membres de la coordinations ont passé en revue les diverses activités prévues pour l'animation du réseau et les moyens à mettre en œuvre pour leur réalisation eu égard aux moyens financiers disponibles.

Axe 2 : Renforcement des synergies Sud-Sud

Action 1 : Renforcement des synergies inter-contininentales au sein du réseau CADTM

Partage d'expérience lors de séminaires sur la dette

Par manque de moyens, il n'a pas été possible en 2012 de faire participer des membres du CADTM Afrique au séminaire du CADTM AYNA (voir Axe 2 - action 3 pour plus de détails sur ce séminaire) et inversement (Axe 1 - action 2).

Cependant grâce au bulletin de liaison du réseau réalisé par le secrétariat international (deux éditions en 2012), les différents membres ont pu suivre les compte-rendu de ces activités et les personnes représentant le CADTM à diverses occasions.

Action 2 : Renforcement des mouvements sociaux et campagnes mondiales contre la dette

Participation à l'Assemblée mondiale des mouvements sociaux

Le séminaire des mouvements sociaux prévu pour 2012 s'est tenu le 16 juillet à Monastir en Tunisie dans le cadre de la semaine préparatoire du Forum social mondial 2013 à Tunis. Il a fait suite au séminaire du CADTM Afrique qui avait eu lieu quelques jours auparavant à Tunis pour jumeler les deux actions. Environ 250 personnes ont participé à ce séminaire principalement du Maghreb/Machrek mais également d'Afrique subsaharienne, d'Europe, d'Amérique latine et d'Asie. Après un tour d'horizon des luttes dans la région mais aussi au niveau international. La question des migrants a également fait partie de la discussion du séminaire.

Il a été souligné la nécessité pour le FSM de se renouveler, de s'ouvrir aux « nouveaux mouvements sociaux » qui caractérisent la période actuelle. Ces mouvements ont donné naissance à une « nouvelle génération des Places » qui a inventé une nouvelle culture politique remettant en cause la délégation et la verticalité et privilégiant l'autogestion.

Les femmes du Maghreb ont exprimé à plusieurs reprises leur volonté de voir le FSM intégrer de manière spécifique et transversale la lutte contre le patriarcat, pour les droits sexuels et reproductifs et l'autonomie financière des femmes. Ces questions doivent être primordiales car les femmes sont toujours les premières à lutter et sont en première ligne des oppressions multiples.

Les politiques actuelles de lutte contre la pauvreté ont été pointées du doigt car elles ne visent qu'à légitimer le pouvoir en place et le rôle de la Banque mondiale. L'alternative est un nouveau paradigme qui prenne en compte l'environnement, les services publics, la protection sociale, etc. Une politique sociale efficace pour prévenir la pauvreté doit protéger les droits individuels et collectifs et inclure les biens communs de l'Humanité et ne doit surtout pas se limiter à une politique essentiellement axée sur les pauvres.

Par ailleurs, un appel au rejet du concept de croissance et de l'économie verte qui participent tous deux à l'extinction du monde paysan a été lancé. Au nom de cette économie verte, les gouvernements du G20 veulent tout privatiser, y compris la biodiversité, et marchandiser la nature. Dans la lutte contre les transnationales qui saccagent la nature, il n'y a pas de rupture entre le Nord et le Sud. C'est une lutte globale pour laquelle l'agriculture paysanne et écologique est l'alternative et dont la volonté de nombreux diplômé-e-s de devenir paysan-ne-s participe à la mise en œuvre.

Le séminaire a été marqué par plusieurs interventions revendicatives et politiques des jeunes et des femmes. Aguerri-e-s par leur rôle primordial lors des révolutions arabes, attentifs/ves à ne pas se laisser enfermer dans un quelconque rôle secondaire, jeunes et femmes ont clairement affirmé que le FSM ne se fera pas sans eux. Leur dynamisme et mobilisation constituent les éléments déterminant d'un FSM réellement populaire, capable de renforcer les mouvements sociaux tunisiens et du monde et à même de susciter l'émergence de nouvelles forces dans la lutte pour l'élimination de tous les systèmes d'oppression (capitalisme, patriarcat, racisme) et la construction d'un modèle social qui garantisse l'émancipation de tous et de toutes.

La participation des membres du réseau CADTM à cette activité a été favorisée par le fait que l'Assemblée des mouvements sociaux représente le fer de lance du Forum social mondial de par sa volonté d'action et de changement en profondeur par rapport à un forum social toujours principalement axé sur les échanges plus que sur la prise de décision politique.

Étant donné l'importance de cette activité pour la réussite du Forum social mondial de Tunis en 2013 et au delà, il a été décidé de privilégier cette activité.

Faute de budget, le Dialogue Sud-Nord qui avait été prévu pour se tenir dans un lieu symbolique de l'esclavage et de la dépossession de l'Afrique n'a donc pu avoir lieu. Ceci dit le travail en lien avec les différentes campagnes dette au niveau international a continué. Fathi Chamkhi (RAID-ATTAC-CADTM Tunisie) et Noha El Shoki ont participé à la réunion des initiatives d'audit en Europe et en Méditerranée le 07 avril 2012 à Bruxelles qui a vu la création d'un réseau international des audits de la dette (ICAN - citizen-audit.org). William Gaviria s'est rendu à la réunion annuelle de Latindadd du 24 au 28 août 2012. Enfin différentes personnes du réseau CADTM Afrique et CADTM AYNA étaient présentes au séminaire international sur les audits de la dette organisé par le CADTM Belgique les 21 et 22 novembre 2012.

Action 3 : Renforcement des interpellations politiques

Formation des délégués du réseau CADTM à l'Institut International de Recherche et de Formation d'Amsterdam

Comme les années précédentes le CADTM a permis à plusieurs membres du réseau Sud de participer à cette formation.

En 2012, quatre personnes y ont participé : Maria Elena Saludas (ATTAC Argentina), William Gaviria (CADTM Colombie), Issa Aboubacar (RNDD Niger) et Solange Koné (FNDP Côte d'Ivoire). Cette formation de trois semaines a rassemblé une vingtaine de participants de 17 pays différents et de tous les continents. Cette formation permet aux participants de renforcer leurs connaissances sur un certain nombre de problématiques (allant de la situation des mouvements sociaux et altermondialistes, aux enjeux de la justice climatique...) et de réfléchir ensemble à des solutions globales.

Interpellation politique

Le 4ème séminaire international du réseau CADTM AYNA s'est tenu à Bogota en Colombie du 10 au 11 octobre 2012 et a eu pour thème « Crise de la dette, audits et alternatives ». Les trois sujets principaux de ce séminaire ont été : la crise de la dette au niveau global, la structure de la dette en Colombie et l'audit de la dette en Amérique latine et en Colombie. Des débats ont été organisés avec les membres du réseau CADTM AYNA et avec des membres de deux organisations locales : le syndicat des employés bancaires (UNEB) et la principale organisation estudiantine (MANE). Une audience publique a été organisée au Congrès, elle a été retransmise par la télévision. Les membres du CADTM AYNA ont profité de ces activités pour tenir une réunion de la coordination.

Pour un compte-rendu complet de cette activité, voir : <http://cadtm.org/IV-Seminario-Internacional-CADTM>

Il faut également signaler qu'un ouvrage sur la méthodologie des audits est en cours d'élaboration. Cet ouvrage qui se veut le produit d'une élaboration collective est coordonné par Maria Lucia Fattorelli de l'organisation membre du réseau Auditoria cidadã da Divida du Brésil, auditrice professionnelle de l'administration fédérale des impôts du Brésil maintenant retraitée. A noter que Maria Lucia Fattorelli a participé à la demande du gouvernement équatorien à l'audit gouvernemental de la dette qui a eu lieu en 2007-2008 en Équateur et mène bataille depuis des années pour la mise en place d'un véritable audit gouvernemental sur la dette au Brésil. Cet ouvrage devrait être publié en espagnol fin 2013 puis être traduit en plusieurs langues.

4. Principaux résultats atteints

Quels sont les principaux changements que le projet a permis de provoquer, qu'ils aient ou non été prévus ?

- Le fonctionnement de la coordination Afrique a été amélioré, deux réunions ont été tenues (voir Axe 1 - action 5).
- L'engagement d'un permanent pour assurer le secrétariat de la coordination Afrique. L'appel à candidatures mentionné plus haut a permis d'enregistrer trois candidatures en provenance de Guinée, de Tunisie et du Togo. Après étude des dossiers de candidature, c'est Samir Abi d'ATTAC Togo qui a été retenu comme permanent pour le secrétariat Afrique et a pris fonction début mai 2012.
- le réseau CADTM a continué son implication sur la question du genre. Cela s'est traduit en 2012 par une journée sur la question dans le cadre du séminaire du CADTM Afrique comme ça avait été prévu dans le programme. Par ailleurs, une importante formation de 4 jours complets a eu lieu en décembre 2012 à Cotonou pour renforcer davantage les femmes du réseau sur l'impact de la dette et des politiques des IFI's sur les sociétés africaines en général et sur les femmes en particulier. Un parallèle a été dressé sur les conséquences des mesures d'austérité sur les femmes d'Europe pour le développement d'une alternative féministe.
- la campagne contre la dette menée depuis février 2011 par RAID/ATTAC/CADTM Tunisie a contribué à faire prendre en compte la population tunisienne de l'importance de cette question sur la non jouissance de leurs droits économiques, sociaux et culturels. L'appel de septembre 2012 a la réalisation d'un audit de la dette par le président Marzouki peut être compris comme l'impact de la campagne au niveau politique. Cependant, il convient de rester très prudent et d'intensifier le travail pour arriver à concrétiser certaines revendications.
- l'élaboration collective d'un outil méthodologique pour mener des audits de la dette et sa rédaction en vue de sa finalisation en espagnol en 2013 avant sa traduction en français en 2014

5. Difficultés rencontrées

La difficulté principale tient à l'insuffisance de moyens matériels et financiers.

Comme cela avait déjà été le cas pour les deux premières années du programme, si le subside octroyé dans le cadre du programme Partenaires a été l'occasion d'un saut qualitatif par rapport au programme AFOC, le montant total affecté au programme n'a bien sûr pas permis de réaliser l'ensemble des activités prévues dans le programme qui avaient été budgétées dans le budget prévisionnel triennal. Il a donc fallu opérer des choix.

Pour palier à ce problème et pour poser des choix deux critères sont entrés en ligne de compte à savoir le renforcement de la structure du CADTM Afrique avec l'engagement d'un permanent et la synergie avec d'autres mouvements sociaux pour avancer conjointement d'où a découlé une forte participation du réseau

CADTM Afrique au séminaire des mouvements sociaux de Monastir. L'Assemblée des mouvements sociaux étant perçue comme un vecteur potentiel de changement.

Par ailleurs du point de vue politique, l'évolution du contexte n'a pas été favorable en 2012 par rapport aux mouvements émancipateurs de l'année 2011.

La récupération au profit des élites tunisiennes n'a pas encore permis de donner un débouché positif concret d'envergure à la campagne menée par RAID/ATTAC/CADTM Tunisie depuis février 2011.

De même le mouvement du 20 février né à la suite de la grande mobilisation du 20 février 2011 au Maroc a fait l'objet en 2012 d'une forte répression qui l'a placé en position défensive. Ce à quoi il faut ajouter la répression dont ATTAC/CADTM Maroc a été victime également. La majeure partie de l'énergie des militants a été consacrée à se défendre de cette répression.

6. Méthodologie

6.1. Partenariats développés

Le programme qui a été élaboré en étroite collaboration avec la coordination du CADTM Afrique a permis de mettre en place des synergies avec les mouvements sociaux en particulier à l'occasion du séminaire des mouvements sociaux et des activités en préparation du FSM qui a lieu en mars 2013 en Tunisie.

6.2. Interpellation politique

En Tunisie, en dépit de conditions rendues plus difficiles en 2012 RAID/ATTAC/CADTM a continué la campagne entreprise début 2011 pour l'annulation de la dette en interpellant les politiques locaux sur cette question. Il n'est pas impossible d'en déduire que la prise de position du président Marzouki en faveur d'un audit de la dette en septembre 2012 est le fruit de cette campagne même si comme dit précédemment cela ne présage pas de la réalisation de cette importante initiative.

Par ailleurs, le CADTM Belgique a conjointement avec le CNCD interpellé le gouvernement belge pour lui demander d'abandonner les créances détenues sur la Tunisie.

On peut également mettre au compte de l'interpellation politique l'ouvrage sur la méthodologie des audits en préparation.

6.3 Le genre

La dimension du genre a été à nouveau bien présente en 2012 avec une journée qui a été consacrée à la thématique lors du séminaire du CADTM Afrique en juillet 2012.

Un autre moment important a été celui de la formation de décembre 2012 à Cotonou au Bénin qui a permis aux participantes (uniquement des femmes africaines) de renforcer leur analyse et possibilité de plaider autour de l'impact spécifique de la dette et des politiques des Institutions financières internationales.

6.4 L'Environnement

L'impact de l'environnement dans le programme se traduit par l'organisation de plusieurs activités du réseau en suivant ou de profiter de la présence en un endroit de plusieurs membres du réseau. En 2012, en amont du séminaire des mouvements sociaux à Monastir dans le cadre de la semaine de préparation du Forum social mondial ont été organisées un maximum de réunions d'échange et de discussions ainsi que de prise de décision (Conseil International FSM, réunion de la coordination du CADTM Afrique et séminaire du CADTM Afrique).

6.5 Durabilité

Comme nous l'avons annoncé dans le programme, les synergies envisagées à l'intérieur du réseau lors d'activités communes visent à permettre aux membres du Sud de mieux se connaître, d'échanger sur les luttes sociales, sur les politiques menées par leurs gouvernements respectifs, sur les alternatives en cours et à créer, sur les points communs et les différences dans l'endettement de leurs pays ; sur l'impact des projets financés par les IFI dans leur pays et régions respectives, etc.

Étant donné le contexte, les organisations membres du réseau ne collaborent pas avec les autorités de leur pays et travaillent à la convergence des mouvements sociaux dans le pays et dans la région, de manière plus globale, dans l'Assemblée des mouvements sociaux. Il est à souligner qu'avant leur adhésion au réseau CADTM, les organisations ont fourni un travail pendant plusieurs années là où elles se trouvent, ce qui témoigne de l'enracinement et du caractère durable de leur action.

La mise en place des différentes coordinations et le soutien financier apporté en particulier à la coordination Afrique pour tout le travail réalisé concourt à la durabilité et la stabilisation de cette structuration qui planifie et organise les différentes activités à mener. L'engagement d'un permanent pour assurer le secrétariat de la coordination Afrique à partir de mai 2012 permet ainsi de renforcer le travail de la coordination. Il en est de même pour l'Amérique latine.

Par ailleurs, une cohérence a été pensée entre les différentes actions qui visent à se renforcer mutuellement.

7. Evaluation

Une évaluation du réseau a été effectuée, elle a été rendue en octobre 2012. Du fait du retard de sa réalisation, cette évaluation n'a pu être utile que pour la réalisation d'un nouveau programme 2013-2015. De plus cette évaluation porte seulement sur les activités menées par le CADTM Afrique. La question de l'évaluation sera un point à l'ordre du jour de la réunion du CADTM Afrique qui se tiendra juste avant l'assemblée mondiale du réseau en mai 2013 au Maroc.

Nous mettons **ci-après en annexe les conclusions et les recommandations de cette évaluation.**

ANNEXES

Conclusions et Recommandations - Évaluation du programme CADTM

Conclusions sur la gestion du programme

Malgré un budget alloué représentant la moitié du budget prévisionnel, les partenaires au Sud et plus particulièrement le CADTM Afrique ont su prioriser les activités et utiliser le budget accordé à bon escient afin de renforcer la visibilité et la légitimité du réseau CADTM Afrique sur le continent africain. Les choix opérés ont permis l'ancrage du réseau CADTM Afrique dans le paysage altermondialiste africain et international en tant qu'entité à part entière. Ceci révèle une stratégie réfléchie et bien adaptée puisqu'avec la moitié du budget prévu réellement accordé, bien plus de la moitié du programme a été réalisé.

Cependant, on peut noter certaines difficultés à répartir le budget de façon équilibrée sur toute l'année puisque souvent la majeure partie du budget annuel se trouve concentrée sur une période précise.

Analyse du réseau CADTM Afrique et perspectives

Cette analyse du réseau CADTM Afrique met en exergue d'une part les éléments exogènes pouvant favoriser ou au contraire limiter les actions et initiatives du réseau, et d'autre part les éléments endogènes au réseau susceptibles de favoriser ou au contraire de freiner ses stratégies et son développement.

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> - gestion de l'urgence - capacité à s'adapter au contexte et aux imprévus - un nombre élevé de militants volontaires et dynamiques 	<ul style="list-style-type: none"> - insuffisance du suivi des activités mises en œuvre - manque de ressources humaines adéquatement qualifiées - gestion du temps
<ul style="list-style-type: none"> - une réelle volonté d'autonomie et de reconnaissance - une visibilité internationale qui s'accroît de plus en plus - appartenance à un réseau international reconnu et dont la légitimité n'est plus à prouver - force de la campagne dette en Tunisie 	<ul style="list-style-type: none"> - gestion du budget - le court terme prime souvent sur le long terme => décision immédiate pour action immédiate - manque de moyen de communication (mauvaise qualité connexion internet) - certaines organisations membres du réseau connaissent des difficultés spécifiques liées à la situation politique de leur pays ce qui peut rendre plus difficiles les échanges et la construction collective
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> - mobilisations et mouvements de contestation du monde arabe - Forum Social Mondial 2011 populaire et Assemblée des Mouvements Sociaux 2011 massive et populaire - ampleur du mouvement des indignés - conjoncture économique qui se prête à la contestation et au changement 	<ul style="list-style-type: none"> - manque de moyens financiers en général - l'Afrique a une culture orale beaucoup plus qu'écrite. La transmission est également davantage orale qu'écrite - difficulté d'obtention des visas rend difficile les rencontres et la participation des militants aux évènements internationaux - forte répression des mouvements sociaux lors des manifestations dans certains pays - liberté d'expression et de diffusion limitée dans certains pays
Conclusions	
<p>Il est nécessaire de saisir les opportunités données par la mobilisation massive partout dans le monde afin d'accroître la visibilité du réseau et de soutenir les mouvements de contestation. Cette situation nouvelle pourrait permettre le renforcement du réseau et plus largement du mouvement altermondialiste africain afin d'impulser les alternatives à la dette proposées par le réseau et la transformation du système financier international.</p>	

Recommandations

Dans le prochain programme, il est primordial que les personnes en charge de la réflexion sur le contenu du programme et de sa rédaction, pensent à définir de façon explicite les résultats attendus pour ledit programme. Ceci permettra, entre autre, de mettre en place une grille de suivi et un système d'auto-évaluation. Si une évaluation externe y est envisagée, il est plus que nécessaire que l'évaluateur soit désigné dès le début de la réalisation du programme afin de pouvoir mettre en place des outils d'évaluation pour chaque action et activité. En effet, cette évaluation a principalement été réalisée à posteriori alors qu'elle aurait pu être plus approfondie si des outils de suivi avaient été mis en place dès les premières activités afin d'en évaluer l'impact et l'efficacité.

Afin de renforcer les capacités de la coordination du réseau Afrique, il est indispensable qu'elle établisse des éléments de suivi automatique afin d'auto-évaluer les activités du réseau et d'en tirer des bilans éducatifs et réutilisables dans un objectif d'amélioration et de développement. L'élaboration d'outils de suivi propres à la coordination du réseau Afrique permettront de plus facilement tirer profit des erreurs commises et de progresser et donc de se renforcer plus rapidement.

La gestion du budget annuel du CADTM Afrique est quelque peu aléatoire et doit être améliorée pour les prochains programmes, afin de mieux ventiler le budget sur toute l'année et non pas concentrer les dépenses sur une période particulière. Il serait intéressant que ceci soit conjugué avec une gestion du temps plus rigoureuse.

Enfin, pour renforcer les actions communes, la communication à l'intérieur du réseau doit être renforcée afin de mieux organiser le réseau et d'éviter des divergences non productives.